

Φ LEÇON n°6	A-t-on besoin d'État ?
Plan de la leçon	<b>Introduction : Qu'est-ce que la politique ?</b> <b>1. Est-il naturel de vivre sous l'autorité d'un État ?</b> <b>2. Les théories contractualistes de l'État</b> <b>3. Les critiques de l'État</b>
Perspectives	1. L'existence et la culture / 2. La morale et la politique
NOTIONS PRINCIPALES	ÉTAT, NATURE
Notions secondaires	<i>Liberté, Justice, Langage</i>
Repères conceptuels	Public/privé
Auteurs étudiés	Aristote, P. Clastres, C. Lévi-Strauss, T. Hobbes, J.-J. Rousseau, J. R. McCulloch, J. Locke, K. Marx, F. Engels, E. Malatesta, C. Cafiero
Travaux	- Reprendre dans un carnet les définitions du cours à retenir. - Écrire une courte synthèse de la leçon lorsqu'elle est terminée (vous pourrez être interrogés au début de la leçon suivante) : Qu'est-ce que j'ai retenu ? (Je note les idées-clés que je retiens de la leçon, les thèses des auteurs ou les questions qu'ils posent) - Évaluation : écriture d'un dialogue.

## Introduction : Qu'est-ce que la politique ?

**EXERCICE** : écrivez un texte d'une dizaine de lignes qui synthétise les définitions suivantes et réponde à la question : « Qu'est-ce que la politique ? »

### Définitions

La **politique** est « l'art de gouverner la cité » :

- **Cité** (*polis*) =
  - L'espace public (distinct des espaces privés), où les membres d'une société partagent un même objectif (la sécurité, le bonheur, la liberté, etc.), des lois civiles communes et un certain sens de la justice (qui peut varier d'une société à l'autre).
  - Pour les Grecs, **Cité = État**, une institution qui centralise les pouvoirs et organise la société.
- **Gouverner** = commander, donner une direction : la politique consiste à faire des choix qui permettent d'atteindre un objectif collectif, sans s'en remettre à la fatalité naturelle.
- **Art** (*technè*) : la politique est une technique, présupposant une réflexion, et non un comportement instinctif et naturel. L'animal, qui obéit à des lois naturelles, ne peut donc pas être conçu comme un être politique.

**L'État** (du latin *stare* : rester stable) est l'ensemble des institutions qui organisent la vie d'une société sur un territoire et de manière durable, stable.

- Les **institutions** couvrent tous les domaines de la vie collective : social, politique, militaire, juridique, administratif, économique.
- L'état est indépendant de celui ou de ceux qui l'exercent, et il est donc **stable**, capable de durer plus longtemps que les individus qui gouvernent la société.
- L'État organise le pouvoir politique, l'encadre par ses institutions. Depuis Montesquieu, on considère qu'il existe trois pouvoirs qui doivent être séparés et indépendants les uns des autres :
  - Pouvoir exécutif : le pouvoir de prendre des décisions, qui revient au gouvernement
  - Pouvoir législatif : le pouvoir de voter des lois, qui revient à une assemblée
  - Pouvoir judiciaire : le pouvoir de punir ceux qui désobéissent aux lois, qui revient à la Justice

Le **problème principal de l'État** est celui de la distribution du pouvoir, et de son exercice par une **autorité politique** (un roi, une assemblée, un gouvernement, etc.).

- L'autorité tire son pouvoir de la **souveraineté** (principe qui donne sa légitimité à celui qui gouverne : la souveraineté peut se fonder sur Dieu, le Peuple, un Pacte d'association, etc.).
- Dans un **État de Droit**, ou **République** (*res / publica* : chose / publique), le pouvoir de l'État n'appartient pas à son détenteur momentané, mais à tous ses membres, qui le confient momentanément à une autorité.

## Classification des régimes politiques par J.-J. Rousseau : qui détient le pouvoir ?

	Tous	Quelques-uns	Un seul
Forme correcte	Démocratie	Aristocratie	Monarchie
Forme corrompue	Ochlocratie	Oligarchie	Tyrannie

- **Démocratie** : du grec *demos* (peuple) et *kratos* (pouvoir). La démocratie est le régime dans lequel le peuple gouverne, soit directement (démocratie directe), soit indirectement, par l'intermédiaire de représentants élus (démocratie indirecte ou représentative).
- **Ochlocratie** : régime politique dans lequel la foule (*okhlos* en grec) a le pouvoir d'imposer sa volonté. A la différence de la démocratie, l'ochlocratie est le règne de la passion, de la violence, un régime politique dans lequel le plus grand nombre impose par la force ses désirs.
- **Aristocratie** : du grec *aristos*, (le meilleur), et *kratein* (commander). Régime politique dans lequel le pouvoir est donné héréditairement à un petit nombre de personnes considérées comme les meilleures pour gouverner.
- **Oligarchie** : régime politique dans lequel le pouvoir est détenu par un petit groupe d'individus riches et puissants, souvent issus d'une élite économique ou politique.
- **Monarchie** : du grec *mono* (seul) et *archè* (pouvoir, autorité, commandement). La monarchie est un régime politique où le pouvoir est détenu par un seul chef, le monarque ou souverain.
- **Tyrannie** : du grec *turannía* (pouvoir absolu). Régime dans lequel le pouvoir est conquis par la force et illégalement, après un coup d'État.

### 1. Est-il naturel de vivre sous l'autorité d'un État ?

NOTIONS PRINCIPALES : ÉTAT, NATURE  
NOTION COMPLÉMENTAIRES : JUSTICE, LANGAGE

#### Aristote, *Les politiques* (IVe s. avant J.-C.)

Il est manifeste (...) que la cité fait partie des choses naturelles, et que **l'homme est** par nature **un animal politique** (...). Car, comme nous le disons, la nature ne fait rien en vain ; or seul parmi les animaux l'homme a un langage. Certes la voix est le signe du douloureux et de l'agréable, aussi la rencontre-t-on chez les animaux ; leur nature, en effet, est parvenue jusqu'au point d'éprouver la sensation du douloureux et de l'agréable et de se les signifier mutuellement. Mais le langage existe en vue de manifester l'avantageux et le nuisible, et par suite aussi le juste et l'injuste. Il n'y a en effet qu'une chose qui soit propre aux hommes par rapport aux autres animaux : le fait que seuls ils aient la perception du bien, du mal, du juste, de l'injuste et des autres notions de ce genre. Or avoir de telles notions en commun, c'est ce qui fait une famille et une cité.

1. Qu'est-ce qui distingue les humains des autres animaux, selon Aristote ? Quel est le rôle de la nature dans cette distinction ?
2. Que veut-il dire lorsqu'il affirme que « **l'homme est (...) un animal politique** » ?
3. En quoi l'État est-il naturel pour les êtres humains

#### Georges Charbonnier, *Entretiens avec Claude Lévi-Strauss* (1959)

Je dirais que les sociétés qu'étudie l'ethnologue, comparées à (...) nos grandes sociétés modernes, sont un peu comme des sociétés « froides » par rapport à des sociétés « chaudes », comme des horloges par rapport à des machines à vapeur. Ce sont des sociétés qui produisent extrêmement peu de désordre (...) et qui ont une tendance à se maintenir indéfiniment dans leur état initial, ce qui explique d'ailleurs qu'elles nous apparaissent comme des sociétés sans histoire et sans progrès. Tandis que nos sociétés (...) au point de vue de leur structure, (...) ressemblent à des machines à vapeur, elles utilisent pour leur fonctionnement une différence de potentiel, laquelle se trouve réalisée par différentes formes de hiérarchie sociale, que cela s'appelle l'esclavage, le servage, ou qu'il s'agisse d'une division en classes (...). De telles sociétés sont parvenues à réaliser dans leur sein un déséquilibre, qu'elles utilisent pour produire, à la fois, beaucoup plus d'ordre (...) et aussi beaucoup plus de désordre (...) sur le plan même des relations entre les hommes. (...) Les sociétés primitives s'efforcent, de façon consciente ou inconsciente, d'éviter que ne se produise ce clivage entre leurs membres, qui a permis ou favorisé l'essor de la civilisation occidentale. Il y a un grand nombre de sociétés primitives (...) où nous voyons une ébauche de société politique et de gouvernement soit populaire, soit représentatif, puisque les décisions y sont prises par l'ensemble de la population réunie en grand conseil, ou bien par les notables, chefs de clans ou prêtres, chefs religieux. Dans ces sociétés, on délibère, et on vote. Mais les votes n'y sont jamais pris qu'à l'unanimité. On semble croire que s'il existait, au moment d'une décision importante, et dans une fraction aussi minime qu'on voudra de la société, des sentiments d'amertume, tels ceux qui s'attachent à la position de vaincu dans une consultation électorale, ces sentiments mêmes, la mauvaise volonté, la tristesse de n'avoir pas été suivi, agiraient avec une puissance presque magique pour compromettre le résultat obtenu.

1. Claude Lévi-Strauss (ethnologue français) a étudié les sociétés indigènes brésiliennes. Expliquez la différence qu'il établit entre sociétés « froides » et sociétés « chaudes ».
2. En quoi la présence d'État dans les sociétés modernes permet-elle le progrès ?
3. Qu'est-ce qui distingue les sociétés traditionnelles des sociétés modernes ?

### Pierre Clastres, *La société contre l'État* (1974)

Il n'y a donc pas de roi dans la tribu, mais un chef qui n'est pas un chef d'État. Qu'est-ce que cela signifie ? Simplement que le chef ne dispose d'aucune autorité, d'aucun pouvoir de coercition, d'aucun moyen de donner un ordre. Le chef n'est pas un commandant, les gens de la tribu n'ont aucun devoir d'obéissance. L'espace de la chefferie n'est pas le lieu du pouvoir, et la figure (bien mal nommée) du "chef" sauvage ne préfigure en rien celle d'un futur despote. (...) Ce qu'il s'agit de penser, c'est un chef sans pouvoir, une institution, la chefferie, étrangère à son essence, l'autorité. Les fonctions du chef (...) montrent bien qu'il ne s'agit pas de fonctions d'autorité. Essentiellement chargé de résorber les conflits qui peuvent surgir entre individus, familles, lignages, etc., il ne dispose, pour rétablir l'ordre et la concorde, que du seul prestige que lui reconnaît la société. Mais prestige ne signifie pas pouvoir, bien entendu, et les moyens que détient le chef pour accomplir sa tâche de pacificateur se limitent à l'usage exclusif de la parole : non pas même pour arbitrer entre les parties opposées, car le chef n'est pas un juge, il ne peut se permettre de prendre parti pour l'un ou l'autre ; mais pour, armé de sa seule éloquence, tenter de persuader les gens qu'il faut s'apaiser, renoncer aux injures, imiter les ancêtres qui ont toujours vécu dans la bonne entente.

1. Pierre Clastres est un ethnologue qui a étudié les sociétés indigènes d'Amérique du Sud. Quels sont les trois pouvoirs d'un chef dans les sociétés traditionnelles, selon lui ?
2. En quoi cela remet-il en question l'idée que toute société doit être étatique ?

## 2. Les théories contractualistes de l'État

NOTIONS PRINCIPALES : ÉTAT, NATURE  
NOTIONS COMPLÉMENTAIRES : LIBERTÉ, JUSTICE

### Définition

Le contractualisme est un courant de pensée de la philosophie politique moderne. Il se représente l'**État** comme le **résultat d'un contrat tacite (non-écrit) d'association entre les citoyens**. Les contractants, par cet accord, quittent l'**état de nature** (situation des êtres humains avant d'entrer en société) et fondent l'**état civil** (situation des êtres humains lorsqu'ils vivent en société).

### 2.1. Nature humaine et état de nature

#### Définitions

Jean-Jacques Rousseau cherche les caractéristiques fondamentales de l'être humain (la "nature humaine") dans l'état de nature, avant qu'il ne soit entré en société.

- La nature humaine désigne ce qui fait l'essence de l'homme : l'ensemble des caractéristiques essentielles de l'être humain, qui sont intemporelles et universelles (elles appartiennent depuis toujours à tous les êtres humains), et qui nous distinguent des autres animaux parce qu'ils ne les possèdent pas.
- L'état de nature désigne la situation de l'être humain hors de toute société, avant que les hommes se regroupent pour former des communautés. Même si cette situation n'a probablement jamais existé, elle est pour certains philosophes comme J. J. Rousseau une hypothèse permettant de définir l'homme en décrivant ses caractéristiques essentielles et naturelles, qui n'ont pas été acquises par l'éducation.
- A l'inverse, l'état civil (ou état de culture) est la situation de l'être humain entré en société, qui se construit individuellement et collectivement avec des caractéristiques culturelles acquises par l'éducation au cours de son histoire (règles morales, habitudes sociales, connaissances, techniques, etc.).

### Jean-Jacques ROUSSEAU : *Discours sur l'origine et le fondement de l'inégalité parmi les Hommes* (1755)

Comment l'homme viendra-t-il à bout de se voir tel que l'a formé la nature, à travers tous les changements que la succession des temps et des choses a dû produire dans sa constitution originelle, et de démêler ce qu'il tient de son propre fonds d'avec ce que les circonstances et ses progrès ont ajouté ou changé à son état primitif ? Semblable à la statue de Glaucus (1) que le temps, la mer et les orages avaient tellement défigurée qu'elle ressemblait moins à un dieu qu'à une bête féroce, l'âme humaine altérée au sein de la société par mille causes sans cesse renaissantes, par l'acquisition d'une multitude de connaissances et d'erreurs, par les changements arrivés à la constitution des corps, et par le choc continu des passions, a, pour ainsi dire, changé d'apparence au point d'être presque méconnaissable ; et l'on n'y retrouve plus, au lieu d'un être agissant toujours par des principes certains et invariables, au lieu de cette céleste et majestueuse simplicité dont son auteur l'avait empreinte, que le difforme contraste de la passion qui croit raisonner et de l'entendement en délire.

(1) Statue antique abîmée par les intempéries dont parle Socrate dans "La République" (Platon)

1. Quelle question se pose Rousseau dans ce texte ?
2. Faire un tableau à 2 colonnes : **HOMME NATUREL** | **HOMME ARTIFICIEL** ; placez-y les idées du texte
3. Rousseau pense-t-il que cet homme artificiel est meilleur que l'homme naturel ? Justifier la réponse.

## 2.2. L'état de nature selon T. Hobbes et J.-J. Rousseau

1. Lire les textes et les étudier en répondant aux questions
2. Faire un tableau à deux colonnes : ÉTAT DE NATURE SELON HOBBS | ÉTAT DE NATURE SELON ROUSSEAU, dans lequel vous résumez et distinguez les deux théories

Thomas Hobbes : « *L'homme est un loup pour l'homme.* »

### Thomas Hobbes, *Léviathan*, (1651)

Il apparaît clairement par là qu'aussi longtemps que les hommes vivant sans un pouvoir commun qui les tienne tous en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, et cette guerre est guerre de chacun contre chacun. (...) Cette guerre de chacun contre chacun a une conséquence : à savoir, que rien ne peut être injuste. Les notions de légitime et d'illégitime, de justice et d'injustice, n'ont pas ici leur place. Là où il n'est pas de pouvoir commun, il n'est pas de loi ; là où il n'est pas de loi, il n'est pas d'injustice. La violence et la ruse sont en temps de guerre les deux vertus cardinales. Justice et injustice (...) sont des qualités relatives à l'homme en société, et non à l'homme solitaire. Enfin cet état a une dernière conséquence : qu'il n'existe pas de propriété, pas d'empire sur quoi que ce soit, pas de distinction du mien et du tien ; cela seul dont il peut se saisir appartient à chaque homme, et seulement pour aussi longtemps qu'il peut le garder.

1. Comment Hobbes décrit-il l'état de nature, dans lequel il n'y a pas de « pouvoir commun » (État) ?
2. En quoi consiste la justice dans l'état de nature ?

Jean-Jacques Rousseau : « *La nature a fait l'homme heureux et bon* »

### Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, (1755)

Il paraît d'abord que les hommes, dans cet état de nature n'ayant entre eux aucune sorte de relations morale, ni de devoirs connus, ne pouvaient être ni bons, ni méchants, et n'avaient ni vices, ni vertus. (...)

N'allons pas surtout conclure avec Hobbes que pour n'avoir aucune idée de la bonté, l'homme soit naturellement méchant, qu'il soit vicieux parce qu'il ne connaît pas la vertu, qu'il refuse toujours à ses semblables des services qu'il ne croit pas leur devoir, ni qu'en vertu du droit qu'il s'attribue avec raison aux choses dont il a besoin il s' imagine follement être le seul propriétaire de tout l'univers. (...) Il y a d'ailleurs un autre principe que Hobbes n'a point aperçu et qui, ayant donné à l'homme pour adoucir, en certaines circonstances, la férocité de son amour propre, (...) tempère l'ardeur qu'il a pour son bien-être par une répugnance innée à voir souffrir son semblable, (...) je parle de la pitié, disposition convenable des êtres aussi faibles, et sujets à autant de maux que nous le sommes ; vertu d'autant plus universelle et d'autant plus utile à l'homme qu'elle précède en lui l'usage de toute réflexion, et si naturelle que les bêtes mêmes en donnent quelquefois des signes sensibles.

1. Comment vivent les êtres humains à l'état de nature ?
2. Quelles sont les deux critiques que fait Rousseau à Hobbes concernant l'état de nature ?

## 2.3. Le contrat social selon T. Hobbes et J.-J. Rousseau

1. Lire les textes et les étudier en répondant aux questions
2. Faire un tableau à deux colonnes : CONTRAT SOCIAL SELON HOBBS | CONTRAT SOCIAL SELON ROUSSEAU, dans lequel vous résumez et distinguez les deux théories

### Thomas Hobbes, *Léviathan* (1651)

La cause finale, le but, le dessein, que poursuivent les hommes, eux qui par nature aiment la liberté et l'empire exercé sur autrui, lorsqu'ils se sont imposé des restrictions au sein desquelles on les voit vivre dans les Républiques, c'est le souci de pourvoir à leur propre préservation et de vivre plus heureusement par ce moyen : autrement dit, de s'arracher à ce misérable état de guerre qui est, je l'ai montré, la conséquence nécessaire des passions naturelles des hommes, quand il n'existe pas de pouvoir visible pour les tenir en respect. (...) La seule façon d'ériger un tel pouvoir commun, apte à défendre les gens de l'attaque des étrangers, et des torts qu'ils pourraient se faire les uns aux autres, et ainsi à les protéger de telle sorte que par leur industrie et par les productions de la terre, ils puissent se nourrir et vivre satisfaits, c'est de confier tout leur pouvoir et toute leur force à un seul homme, ou à une seule assemblée qui puisse réduire toutes leurs volontés, par la règle de la majorité, en une seule volonté. Cela revient à dire : désigner un homme, ou une assemblée, pour assumer leur personnalité ; (...) il s'agit d'une unité réelle de tous en une seule et même personne, unité réalisée par une convention de chacun avec chacun passe de telle sorte que c'est comme si chacun disait à chacun : *j'autorise cet homme ou cette assemblée, et je lui abandonne mon droit de me gouverner moi-même, à cette condition que tu lui abandonnes ton droit et que tu autorises toutes ses actions de la même manière.* Cela fait, la multitude ainsi unie en une seule personne est appelée une RÉPUBLIQUE, en latin CIVITAS. Telle est la génération de ce grand LÉVIATHAN (1), ou plutôt pour en parler avec plus de révérence, de ce dieu mortel, auquel nous devons, sous le Dieu immortel, notre paix et notre protection.

(1) *Léviathan* : monstre marin biblique

1. Quel est le but des hommes lorsqu'ils s'associent sous un pouvoir commun ?
2. Quel est le meilleur moyen d'y parvenir ?
3. Comment Hobbes conçoit-il l'État, ce pouvoir commun ?

### Jean-Jacques Rousseau, *Du Contrat social* (1762)

« Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant ? » Tel est le problème fondamental dont le contrat social donne la solution. [...]

Les clauses de ce contrat sont tellement déterminées par la nature de l'acte que la moindre modification les rendrait vaines et de nul effet ; (...) Ces clauses bien entendues se réduisent toutes à une seule, savoir **l'aliénation (1) totale de chaque associé avec tous ses droits à toute la communauté** : car premièrement, chacun se donnant tout entier, la condition est égale pour tous, et la condition étant égale pour tous, nul n'a intérêt de la rendre onéreuse aux autres.

De plus, l'aliénation se faisant sans réserve, l'union est aussi parfaite qu'elle peut l'être et nul associé n'a plus rien à réclamer : car s'il restait quelques droits aux particuliers, (...) chacun étant en quelque point son propre juge prétendrait bientôt l'être en tout, l'état de nature subsisterait et l'association deviendrait nécessairement tyrannique ou vaine.

Enfin chacun se donnant à tous ne se donne à personne, et comme il n'y a pas un associé sur lequel on acquière le même droit qu'on lui cède sur soi, on gagne l'équivalent de tout ce qu'on perd, et plus de force pour conserver ce qu'on a. Si donc on écarte du pacte social ce qui n'est pas de son essence, on trouvera qu'il se réduit aux termes suivants : **chacun de nous met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale ; et nous recevons en corps chaque membre comme partie indivisible du tout.**

À l'instant, au lieu de la personne particulière de chaque contractant, cet acte d'association produit un corps moral et collectif composé d'autant de membres que l'assemblée a de voix, lequel reçoit de ce même acte son unité, son moi commun, sa vie et sa volonté.

(1) Aliénation : perte de liberté, contrainte.

1. Quel est le but du contrat social selon Rousseau ?
2. Quelle est la clause principale de ce contrat social que doivent accepter les citoyens ?
3. Quels sont les deux avantages de cette clause ?
4. Quel est le statut de l'individu dans ce pacte social prôné par Rousseau ?

## 3. Les critiques de l'État

NOTION PRINCIPALE : ÉTAT  
NOTION COMPLÉMENTAIRE : LIBERTÉ

### ACTIVITÉ DE GROUPE.

1. Lisez ensemble les textes et étudiez-les en répondant aux questions
2. Formez un trinôme et débattrez : chaque représentant d'une théorie politique (libéralisme, marxisme, anarchisme) défend sa position. Prenez des notes.
3. Écrivez un dialogue entre trois personnages qui défendent chacun une des trois théories.

### 3.1. Le libéralisme

La conception « libérale » de la société, dont John Locke, Montesquieu, Benjamin Constant et Tocqueville furent des représentants, repose sur l'idée que les individus ont des droits inaliénables (sécurité, propriété, liberté d'expression, etc.) qui sont ancrés dans la nature (droits « naturels ») et que l'État a pour vocation essentielle d'établir et de préserver. L'État doit donc intervenir le moins possible dans les affaires humaines, et se contenter d'assurer la paix publique (on parle alors d'**État Régalien**, à l'opposé de l'**État Providence** qui intervient dans la société pour corriger les inégalités, notamment par le moyen de l'impôt et de la redistribution).

**John Locke** (philosophe anglais du 17<sup>e</sup> s.) défend ainsi l'idée que ce n'est pas l'individu qui est au service de l'État mais l'État qui est au service de l'individu : un instrument au moyen duquel les individus préservent leurs vies, leurs libertés et leurs biens. Dans l'état de nature, chacun est maître de sa personne et détient le produit de son travail. L'État n'est institué qu'en raison des conflits liés à l'insuffisance des ressources ; il doit seulement garantir la propriété individuelle et veiller à la protection des libertés privées.

### J. R. McCulloch, *Les principes de l'économie politique* (1843)

Chaque individu est constamment en train de rechercher les façons les plus avantageuses d'employer son capital et son travail. Il est vrai que c'est son propre intérêt, non celui de la société, qu'il a en vue ; mais la société n'étant rien de plus qu'une collection d'individus, il est évident que chacun, en recherchant constamment son propre développement, suit précisément la ligne de conduite qui va le plus dans le sens de l'intérêt public. (...)

La meilleure politique est de laisser les individus rechercher leur propre intérêt à leur propre façon, et de ne jamais perdre de vue la maxime : « *Ne pas trop gouverner* ». C'est par les efforts spontanés et libres des individus pour améliorer leur condition (...) et par eux seulement, que les nations deviennent riches et puissantes.

1. Selon McCulloch, la concurrence sociale entre les individus est-elle nuisible ? Justifiez.
2. Quelle politique l'État doit-il adopter vis-à-vis des individus ?

### John Locke, *Deuxième traité du gouvernement civil*, (1690)

Il est certain que la fin [but] d'une loi n'est pas d'abolir ou de restreindre la liberté mais de la préserver et de l'augmenter. Ainsi, partout où vivent des êtres créés capables de lois, là où il n'y a pas de lois il n'y a pas non plus de liberté. Car la liberté consiste à n'être pas exposé à la contrainte et à la violence des autres ; ce qui ne peut se trouver là où il n'y a pas de loi. La liberté n'est toutefois pas, comme on le prétend, le loisir pour tout homme de faire ce qui lui plaît – qui, en effet, serait libre là où n'importe quel autre, d'humeur méchante, pourrait le soumettre ? – mais le loisir de conduire et de disposer comme il l'entend de sa personne, de ses biens, et de tout ce qui lui appartient, suivant les lois sous lesquelles il vit ; et par là, de n'être pas sujet à la volonté arbitraire d'un autre mais de suivre librement la sienne propre.

1. Comment John Locke définit-il la liberté ? Qu'est-ce quelle est, et qu'est-ce qu'elle n'est pas ?

2. Dans ce texte, la « loi » est ce que peut décréter l'État. Quel est le rôle de l'État ?

## 3.2. Le marxisme

**Karl Marx** n'invente pas le communisme, mais il le théorise. Selon lui, la société est divisée en classes : Prolétariat, Bourgeoisie, qui par définition n'ont pas les mêmes intérêts. L'État fournit un ensemble d'appareils répressifs d'État (police, tribunaux) et d'appareils idéologiques d'État (éducation, médias, justice) qui défendent les intérêts de la classe dominante. Le surgissement de l'État traduit donc l'émergence d'une classe sociale qui domine l'autre. Par exemple, la loi dans une démocratie libérale défend la propriété individuelle (Marx critique le « droit de propriété » consacré dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen), et donc la bourgeoisie (le prolétaire est celui qui ne possède rien d'autre que sa force de travail). Selon Marx, l'État reflète donc nécessairement le pouvoir de la classe la plus puissante économiquement. En l'occurrence, au XIXe s., la bourgeoisie.

Les marxistes défendent la **thèse du dépérissement de l'État** (qu'ils jugent plus réaliste que la thèse anarchiste de l'**abolition de l'État**). La révolution socialiste (transformation des rapports de production, fin de la propriété privée) doit conduire à l'abolition de l'État de la bourgeoisie. Celui-ci sera remplacé par l'État prolétarien qui doit logiquement s'éteindre de lui-même : l'opposition de classe n'existant plus, l'État n'a plus de raison d'être (disparition du conflit et donc de la nécessité de la répression). **L'idéal communiste d'une société sans classe est une société sans État.**

### Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste communiste* (1848)

Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production (...).

Les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État. 2. Impôt fortement progressif. 3. Abolition de l'héritage. 4. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles. 5. Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif. 6. Centralisation entre les mains de l'État de tous les moyens de transport. 7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production ; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble. 8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture. 9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître l'antagonisme entre la ville et la campagne. 10. Éducation publique et gratuite de tous les enfants. Abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc.

1. En quoi consiste la révolution ouvrière prônée par Marx et Engel ?

2. En quoi les 10 mesures proposées sont-elles démocratiques ? Quelle conception de la démocratie est défendue ici ?

### Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste communiste* (1848)

Lorsque, dans le cours du développement, les différences de classe auront disparu et que toute la production sera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique. Le pouvoir politique au sens strict du terme est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe ; si, par une révolution, il se constitue en classe dominante et, comme telle abolit par la force les anciens rapports de production – c'est alors qu'il abolit en même temps que ce système de production les conditions d'existence de l'antagonisme des classes ; c'est alors qu'il abolit les classes en général et, par là même, sa propre domination en tant que classe. L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classe, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous.

1. Expliquez : « le pouvoir public perdra son caractère politique ».

2. Quel est le but final de l'abolition de l'État ?

### 3.3. L'anarchisme

Politiquement, le terme « anarchie » ne signifie pas désordre ou chaos. Pour Proudhon, penseur politique français du 19e s., l'anarchie est **l'ordre sans le pouvoir**. L'idée principale est que les hommes n'ont pas besoin d'être gouvernés par une puissance supérieure, mais peuvent se gouverner eux-mêmes en passant entre eux librement des contrats. La devise anarchiste est ainsi « **Ni Dieu, ni maître** » (titre d'un journal créé par l'anarchiste français Auguste Blanqui au 19e s.) : il ne faut obéir ni à un maître dans le ciel, ni à un maître sur terre. Chacun doit rester son propre maître.

**L'État est ainsi considéré comme l'expression d'un pouvoir coercitif et tyrannique extérieur à la société.** Il cache des rapports de pouvoirs : la représentation politique du peuple par l'État est en réalité la confiscation du pouvoir du peuple par les représentants. L'État n'est pas l'émanation des individus et des communautés plus petites qui le composent, il en est au contraire la négation. Il n'est qu'une abstraction. Les hommes doivent pouvoir vivre librement dans une société sans classe sociale, sans État, sans institution comme la police ou l'armée. Cela suppose une autre conception de la démocratie, plus horizontale et non, telle que nous la connaissons, verticale. Cela suppose aussi une autre forme de participation à la vie collective et sociale, à laquelle les individus doivent consacrer plus de temps. Les anarchistes préconisent donc **l'abolition de l'État**, et une société d'entraide, dans laquelle les individus, responsables de leur destin, doivent s'organiser entre eux.

#### Errico Malatesta, *L'anarchie* (1900)

Le mot Anarchie nous vient du grec et signifie sans gouvernement, état d'un peuple qui se régit sans autorité constituée, sans gouvernement. (...)

Changez l'opinion, persuadez le public que non seulement le gouvernement n'est pas nécessaire, mais qu'il est extrêmement dangereux et nuisible et alors le mot Anarchie, justement parce qu'il signifie absence de gouvernement, voudra dire pour tous : ordre naturel, harmonie des besoins et des intérêts de tous, liberté complète dans la solidarité. (...)

Qu'est-ce que le gouvernement ? (...)

La tendance métaphysique (...) qui, malgré les coups de la science positive, a encore de profondes racines dans l'esprit de la plupart des hommes contemporains, fait que beaucoup conçoivent le gouvernement comme une entité morale, douée de certains attributs de raison, de justice, d'équité, indépendants des personnes qui sont au gouvernement. (...) Pour nous, le gouvernement c'est la collectivité des gouvernants ; et les gouvernants, rois, présidents, ministres, députés, etc., sont ceux qui ont la faculté de faire les lois pour régler les rapports des hommes entre eux et de faire exécuter ces lois ; (...) Les gouvernants, en un mot, sont ceux qui ont la faculté, à un degré plus ou moins élevé, de se servir de la force sociale, soit de la force physique, intellectuelle et économique de tous, pour obliger tout le monde à faire ce qu'ils veulent eux-mêmes. (...)

L'abolition du gouvernement ne signifie pas et ne peut pas signifier destruction de la connexion sociale. Bien au contraire, la coopération qui, aujourd'hui, est forcée, qui, aujourd'hui, est directement à l'avantage de quelques-uns, sera libre, volontaire et directe, à l'avantage de tous et en deviendra d'autant plus intense et efficace.

L'instinct social, le sentiment de solidarité, se développeront au plus haut degré ; chaque homme fera tout ce qu'il peut pour le bien des autres hommes, tant pour satisfaire ses sentiments affectifs que par intérêt bien compris.

1. Que signifie le mot « anarchie » ?

2. Comment définit-on en général le mot « gouvernement » ? Comment les anarchistes le définissent-ils ?

3. Que serait la future société sans gouvernement prônée par les anarchistes ?

#### Carlo Cafiero, *Anarchie et Communisme* (1880)

Anarchie, aujourd'hui, c'est l'attaque, c'est la guerre à toute autorité, à tout pouvoir, à tout État. Dans la société future, l'anarchie sera (...) pleine et entière liberté de l'individu qui, librement et poussé seulement par ses besoins, par ses goûts et ses sympathies, se réunit à d'autres individus dans le groupe ou dans l'association ; libre développement de l'association qui se fédère avec d'autres dans la commune ou dans le quartier ; libre développement des communes qui se fédèrent dans la région et ainsi de suite : les régions dans la nation ; les nations dans l'humanité.

Dans la société future, le communisme sera la jouissance de toute la richesse existante, par tous les hommes et selon le principe : « *De chacun selon ses facultés à chacun selon ses besoins* », c'est-à-dire : De chacun et à chacun suivant sa volonté.

Qu'est-ce qui distingue le marxisme de l'anarchisme, et qu'est-ce qu'ils ont en commun ?